



www.journaldumali.com

Journal du Mali

L'hebdo

N°559 du 15 au 21 janvier 2026

PARTIS POLITIQUES

VERS LA RELANCE

ÉCONOMIE

PARI SOUS TENSION

SPORTS 2026

LES GRANDS RENDEZ-VOUS



SÉCURITÉ

ENTRE GAINS MILITAIRES ET FRAGILITÉ CIVILE

Après une année de reconstitution sécuritaire, les succès militaires n'ont pas produit d'effet tangible sur la vie des civils. Le bilan 2025 ouvre un débat décisif sur les choix à opérer en 2026.

GRATUIT

Ne peut être vendu



ÉDITO

Reprise sous tension

Après les fêtes de fin d'année, ce premier numéro 2026 de JDM l'Hebdo s'ouvre dans un climat où les attentes demeurent fortes, mais où les inquiétudes persistent. Les difficultés qui ont marqué la fin de 2025 n'ont pas disparu avec le passage à la nouvelle année. La crise du carburant reste visible dans plusieurs villes, la fourniture d'électricité demeure instable et les prix des denrées de première nécessité continuent de peser lourdement sur les ménages. À ces contraintes s'ajoute une préoccupation de plus en plus pressante. À un peu plus d'un mois du début du Ramadan, attendu autour du 19 février, les familles maliennes s'interrogent sur les mesures concrètes qui pourront être prises pour contenir la hausse des prix et préserver le pouvoir d'achat. L'annonce d'une politique plus ferme sur les produits de première nécessité est attendue, dans un contexte socio-économique déjà fragilisé. Les espoirs nourris à la fin de l'année dernière ont eux aussi connu des fortunes diverses. Sur le plan sportif, la CAN 2025 au Maroc avait ravivé le rêve d'un premier sacre continental pour les Aigles. Mais comme lors de la CAN 2023, l'aventure s'est arrêtée en quarts de finale, cette fois-ci face au Sénégal. Une nouvelle désillusion qui n'efface toutefois pas l'attachement populaire à une équipe symbole d'unité. Sur le plan économique, l'entrée en production des mines de lithium, tout comme les annonces sur la renégociation de certains contrats miniers, entretiennent des attentes, à condition que leurs effets se traduisent concrètement dans la vie quotidienne. Cette année s'ouvre donc sur une réalité contrastée. Ainsi, entre résilience, attentes sociales et urgences économiques, 2026 commence sans illusions excessives, mais avec une exigence claire qui n'est autre que celle de réponses concrètes aux préoccupations des Maliens.

MASSIRÉ DIOP

LE CHIFFRE

130

C'est le montant en milliards de francs CFA annoncé par le Président de la transition pour la construction et la réhabilitation d'infrastructures scolaires à partir de 2026.

ILS ONT DIT...

• « Les inspireurs, initiateurs, concepteurs, organisateurs, animateurs principaux et participants engagés de la première journée de la souveraineté nationale sont aujourd'hui, pour la plupart, proscrits, embastillés, écartés, marginalisés ou, au mieux, spectateurs désillusionnés ». a déclaré **Me Mountaga Tall, avocat au Barreau du Mali**, le 14 janvier 2026.

• « Je suis défenseuse de la culture, une sorte de sentinelle qui veille à la protection et à la promotion du patrimoine culturel de ma ville natale, Tombouctou. J'ai compris que si nous ne documentons pas ce qui se passait, notre histoire serait racontée par d'autres ou, pire, effacée ». a déclaré **Fatouma Harber, activiste**, le 14 janvier 2026.

RENDEZ-VOUS

18 janvier 2026 :

Finale de la Coupe d'Afrique (CAN Maroc 2025)

20 janvier 2026 :

Fête de l'armée malienne

20 - 25 janvier 2026 :

Festival Friperie - Stade du 26 Mars - Bamako

23 - 25 janvier 2026 :

Salon de l'Automobile - Parc des Expositions, Bamako

UN JOUR, UNE DATE

13 janvier 1963 : mort de Sylvanus Olympio, premier président de la République du Togo, lors du premier coup d'État perpétré trois ans après l'indépendance du pays.



Modibo Mao Makalou a été désigné président de la Fédération Malienne de Tennis, ce 12 janvier 2026.



Karamoko Sinayoko et **Sidiki Haïdara** ont été inculpés pour « trouble à l'ordre public » le 13 janvier 2026 suite à la promesse de faire remporter la CAN Maroc 2025 aux Aigles, en contrepartie de 100 millions FCFA.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



La ministre de la Santé et du Développement social, **Assa Badiallo Touré** en compagnie de **Boubacar Sidiki Fomba, membre du CNT**, lors de la célébration de la journée de la souveraineté retrouvée, dans une école à Kalaban Koro, le 14 janvier 2026.

SÉCURITÉ : 2025, DES SUCCÈS MILITAIRES SANS SOULAGEMENT POUR LES CIVILS

En 2025, la situation sécuritaire a continué de structurer l'ensemble des dynamiques politiques, sociales et humanitaires, avec un impact direct sur les civils et l'action publique. À l'heure où 2026 est placée sous le signe de la consolidation, du bien-être et du progrès, le bilan de l'année écoulée pose des questions décisives sur les choix opérés et les perspectives réelles de stabilisation.

MASSIRÉ DIOP

L'année 2025 aura confirmé que, malgré une présence militaire plus affirmée sur plusieurs théâtres, l'insécurité reste une réalité quotidienne pour une large partie de la population. Des opérations ont été menées, des positions ont été reprises et certains groupes armés ont subi des pertes. Dans le même temps, les attaques contre les civils, les restrictions de circulation et les perturbations économiques liées à l'insécurité ont continué de peser sur la vie sociale et productive. Pour l'analyste Yacouba Sogoré, 2025 marque une période charnière de la crise sécuritaire malienne. Il la décrit comme une « phase aiguë » au cours de laquelle la pression atteint son maximum sur les plans sécuritaire, économique et social, après plus d'une décennie de conflit.

Une insécurité diffuse malgré l'effort militaire Entre janvier et octobre 2025, au moins 326 attaques visant des civils ont été recensées, faisant près de 480 victimes. Ces violences n'ont pas été confinées aux zones historiquement les plus touchées. Elles ont également concerné des régions jusque-là perçues comme périphériques, confirmant une extension géographique de l'insécurité et une pression continue sur les communautés locales. Cette extension géographique n'a toutefois pas débouché sur une perte durable de contrôle des centres urbains. Yacouba Sogoré souligne qu'en dépit des attaques enregistrées au sud et à l'ouest du pays, aucune ville majeure

ou moyenne n'a été durablement occupée par les groupes armés, évoquant des actions à portée essentiellement symbolique ou médiatique. Pour le chercheur Alassane Maïga, l'année 2025 confirme un déplacement du foyer de la crise vers le sud du pays, notamment dans les régions de Sikasso et de Kayes. Il rappelle que des signaux faibles étaient observables depuis 2021 dans plusieurs localités, avant de se matérialiser par des attaques directes, des pressions économiques, l'embargo sur l'approvisionnement en hydrocarbures et des attaques ciblant des infrastructures industrielles.

Civils en première ligne et crise humanitaire durable Cette situation s'est accompagnée d'une crise humanitaire d'ampleur nationale. En 2025, environ 6,4 millions de personnes ont été identifiées comme ayant besoin d'une aide humanitaire, dont près de 3,5 millions d'enfants.

Ces actions traduisent des résultats réels sur les plans organisationnel, opérationnel et institutionnel. Elles n'ont toutefois pas encore entraîné une amélioration sensible de la situation des civils.

Les déplacements forcés restent un indicateur central, dans la mesure où plus de 402 000 personnes vivent en situation de déplacement interne, tandis qu'environ 847 000 relèvent du mandat du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, déplacés internes, réfugiés, retournés et apatrides. Au-delà des violences directes, les conditions de vie



La crise sécuritaire que vit le Mali depuis plus d'une décennie s'est accentuée en 2025 et devrait perdurer en 2026.

des civils ont été fortement affectées par les entraves à l'accès humanitaire. Les incidents liés à l'accès des acteurs humanitaires aux populations ont augmenté de plus de 60% en un an, limitant la capacité d'intervention dans plusieurs zones. À partir de septembre 2025, les attaques répétées contre les axes logistiques, no-

les blocus, les attaques contre les axes routiers, les convois de carburant et les infrastructures productives, avec l'objectif d'asphyxier les économies et d'isoler les capitales plutôt que de les prendre militairement. Selon l'analyste, le ciblage des infrastructures répond à une triple logique : provoquer des pénuries immédiates, fragiliser

REPÈRES

Jan.-oct. 2025 : 326 attaques contre des civils recensées

Septembre 2025 : Blocus sécuritaires et carburant sur les axes vers Bamako

Oct. 2025 : Remaniement de la haute hiérarchie militaire

7 janv. 2026 : Démarrage du DDR-I à Tombouctou

en carburant - constituait une stratégie visant à exercer une pression directe sur les civils et à provoquer une instabilité politique. Il estime toutefois que cette stratégie n'a pas atteint son objectif, la mobilisation sociale ayant plutôt renforcé le soutien aux forces de défense et aux autorités. Cette dégradation se traduit aussi par une fragilisation intense des mécanismes de

protection et des parcours éducatifs. Selon les analyses du Cluster Protection couvrant le premier semestre 2025, les violations affectant les civils, en particulier les enfants, ont progressé dans plusieurs régions, exposant davantage les populations aux violences, aux déplacements forcés et aux abus. Dans le secteur de l'Éducation, l'insécurité a conduit à la fermeture de plus de 2 100 écoles, privant des centaines de milliers d'enfants d'un accès régulier à l'enseignement. Les capacités de réponse du Cluster Éducation sont restées limitées, ne couvrant qu'une part restreinte des besoins identifiés. Pour Alassane Maïga, cette exposition accrue des civils s'explique aussi par la place prise par certaines milices d'autodéfense dans les dynamiques locales de sécurité. Lorsque leur action n'est pas strictement encadrée, elle peut entraîner des représailles ciblant directe-

ment les communautés dont elles sont issues. Il souligne la nécessité de maintenir une séparation claire entre opérations militaires et initiatives civiles, et de renforcer la coordination civilo-militaire, notamment à travers des dispositifs de police de proximité. Cette crise humanitaire s'est en outre déroulée dans un contexte de sous-financement marqué. Pour 2025, le Plan de réponse humanitaire élaboré par les Nations unies pour le Mali évaluait les besoins à 771,3 millions de dollars afin d'assister 4,7 millions de personnes. Au 12 janvier 2026, seuls 157,1 millions de dollars avaient été mobilisés dans le cadre de ce plan, soit un taux de couverture de 20,4%. En incluant les financements humanitaires hors plan, le total rapporté atteint 201,4 millions de dollars, un niveau qui reste largement insuffisant au regard de l'ampleur des besoins. Cette contrainte financière a pesé directement sur la capacité des acteurs humanitaires à maintenir leurs opérations, en particulier dans les zones les plus affectées par l'insécurité et les restrictions d'accès.

Réponses de l'État et limites persistantes Face à cette situation, l'État a engagé des décisions concrètes au sommet de l'appareil militaire. En octobre 2025, un remaniement de la haute hiérarchie a conduit à la nomination du Général de brigade Toumani Koné comme Chef d'état-major de l'armée de Terre, tandis que le Général de brigade Sambou Minkoro Diakité a été désigné responsable du renseignement militaire. Dans le même mouvement, le Général Élisé Jean Dao, précédemment en poste à l'étranger, a été rappelé et nommé adjoint au Chef d'état-major général des Armées, dans l'objectif de renforcer la coordination au sommet du commandement. Sur le plan opérationnel, le Général de brigade Famouké

3 QUESTIONS À



BAKARY SAMBE

Président-fondateur du Timbuktu Institute

1 En quoi l'année 2025 marque-t-elle une rupture dans la stratégie du JNIM au Mali ?

En 2025, le JNIM a clairement délaissé la logique de conquête territoriale au profit d'une guerre d'usure économique. Les blocus, les attaques contre les axes routiers, les convois de carburant et certaines infrastructures productives visaient moins à prendre des villes qu'à asphyxier l'économie et à isoler Bamako. Cette stratégie transforme la pression militaire en pression sociale et politique sur les populations.

2 Pourquoi les infrastructures économiques sont-elles devenues des cibles prioritaires ?

Les infrastructures concentrent plusieurs enjeux à la fois. Elles permettent de provoquer des pénuries immédiates, de fragiliser la crédibilité de l'État et de générer des ressources à travers la taxation illégale, les enlèvements et les économies criminelles. En perturbant l'approvisionnement et les activités productives, le JNIM cherche à déplacer le coût du conflit vers les civils et à créer un climat de fatigue sociale.

3 En 2026, quelles options réalistes s'offrent au Mali ?

Le conflit est entré dans une phase de maturité où ni une victoire militaire totale ni un triomphe jihadiste ne sont plausibles. La réponse ne peut donc être uniquement sécuritaire. Il faut ouvrir la voie à un dialogue inter-Maliens inclusif, appuyé sur la gouvernance locale, la réconciliation et la mobilisation des ressources sociales et religieuses du pays. C'est à ce prix que la stabilisation peut devenir durable.

Camara a été chargé de la conduite de l'opération Fougakènè, déployée sur des zones identifiées comme prioritaires. Ces nominations et affectations ont permis une clarification de la chaîne de commandement, une conduite plus structurée des opérations sur certains théâtres et une pression plus soutenue sur plusieurs groupes armés, avec des effets localisés sur le contrôle de certaines zones et axes. Outre ces réajustements du commandement, les forces armées maliennes ont été dotées de nouveaux équipements, présentés publiquement lors de cérémonies officielles, notamment au défilé du 22 septembre 2025. Le port de Conakry et l'axe logistique Conakry - Bamako ont constitué des voies majeures d'acheminement de matériels vers le Mali.

Parallèlement au volet militaire, les autorités ont engagé un mécanisme non armé à travers la mise en œuvre effective du programme de Désarmement, Démobilisation, Réinsertion et Intégration (DDR-I). Lancé en novembre 2025, ce programme prévoit la prise en charge de 3 000 ex-combattants, dont 2 000 destinés à l'intégration dans les forces armées et de sécurité et 1 000 orientés vers la réinsertion civile. Après des étapes dans plusieurs régions, les opérations DDR-I ont officiellement démarré à Tombouctou le 7 janvier 2026, marquant une avancée institutionnelle concrète dans la stratégie de stabilisation. Ces actions traduisent des résultats réels sur les plans organisationnel, opérationnel et institutionnel. Elles n'ont toutefois pas encore entraîné une amélioration sensible

de la situation des civils. Les attaques, les déplacements, les restrictions de circulation et l'insécurité économique demeurent à des niveaux élevés, soulignant l'écart entre les gains enregistrés sur le terrain militaire et l'impact attendu sur la vie quotidienne des populations.

Perspectives Selon Alasane Maïga, les limites observées en 2025 tiennent moins à l'absence de moyens qu'à une gouvernance sécuritaire incomplète. Il estime que l'approche reste largement centrée sur l'action armée, au détriment d'une implication réelle des collectivités locales et des acteurs de terrain, pourtant essentiels à une stabilisation durable. Pour Bakary Sambe, le conflit est entré dans une phase de maturité où ni une victoire militaire totale ni un triomphe jha-

diste ne paraissent réalistes. Il estime que la lutte contre la radicalisation ne peut reposer uniquement sur la force et plaide pour un dialogue inter-Maliens inclusif, fondé sur la réconciliation, la gouvernance locale et la mobilisation des ressources sociales et religieuses du pays. L'entrée dans l'année 2026 s'inscrit ainsi dans une équation complexe. Alors que le Président de la Transition a placé l'année sous le signe de la consolidation, du bien-être et du progrès, les faits observés en 2025 rappellent que la sécurité reste le principal déterminant de toute perspective de stabilisation durable. La capacité de l'État à transformer les avancées militaires et institutionnelles en protection effective des civils, en mobilité retrouvée et en accès aux services essentiels constituera l'un des principaux défis des mois à venir. ■

SÉCURITÉ ET CRISE HUMANITAIRE : BILAN 2025 ET PERSPECTIVES 2026

En 2025, la dégradation sécuritaire au Mali s'est traduite par une pression intense sur les civils, une crise humanitaire massive et un accès de plus en plus restreint à l'aide. Les données disponibles montrent une situation marquée par les déplacements forcés, les violences armées et un sous-financement critique de la réponse humanitaire.

1 BESOINS HUMAINITAIRES 6,4 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire (1 Malien sur 3) 3,5 millions d'enfants parmi les personnes dans le besoin	2 DÉPLACEMENTS FORCÉS Plus de 402 000 personnes déplacées internes 847 000 personnes relevant du mandat de l'UNHCR au Mali (Déplacés internes, réfugiés, demandeurs d'asile, retournés, apatrides)	3 VIOLENCES CONTRE LES CIVILS 326 attaques jihadistes contre des civils (Janv.-Oct. 2025) 478 victimes civiles recensées	4 BLOCUS ET PRESSION ÉCONOMIQUE (SEPTEMBRE 2025) Intensification des attaques contre les : Camions-citernes de carburant (Des dizaines de convois incendiés) Axes logistiques stratégiques
5 EFFETS DIRECTS Pénuries de carburant Pénurie énergétique Hausse des prix Entraves aux opérations humanitaires	6 FINANCEMENT HUMANITAIRE Plan de réponse humanitaire 2025 (OCHA) 771,3 millions USD requis 4,7 millions de personnes ciblées 157,1 millions USD financés via le plan Taux de couverture : 20,4% (Au 12 janvier 2026)	7 FINANCEMENTS COMPLÉMENTAIRES (HORS PLAN HRP) 44,3 millions USD Total financements rapportés à FTS : 201,4 millions USD	8 APPEL UNICEF 2025 (HAC) 132,9 millions USD requis Financement partiel

Source : OCHA-FTS, UNICEF / ReliefWeb, OIM/DTM, UNHCR, ACLED / Human Rights Watch, Humanitarian Access Dashboard

Paru dans Journal du Mali l'Hebdo N°559 du 15 au 21 janvier 2026

Journal du Mali



Du nouveau chez Sahel Infusion CAFÉ GINGEMBRE made in Mali



Commande par téléphone (00223) 20 21 04 07 / 66 75 84 79 / 66 74 67 78 / 66 74 96 62
www.sahelinfusion.com

PARTIS POLITIQUES : UNE RELANCE DES ACTIVITÉS EN 2026 ?

L'annonce par le Président de la Transition de concertations nationales en 2026 autour de l'avant-projet de la nouvelle Charte des partis politiques ouvre une nouvelle séquence politique, attendue mais encore entourée d'incertitudes.

MOHAMED KENOUI

Près de huit mois après la dissolution des partis politiques, le débat sur leur avenir refait surface. Dans son discours du Nouvel An, le 31 décembre 2025, le Président de la Transition a annoncé que « l'année 2026 ouvrira le chantier des concertations nécessaires autour de l'avant-projet de loi déterminant les conditions de formation et d'exercice des activités des partis politiques ». Une déclaration qui relance les spéculations sur un éventuel retour encadré de l'activité partisane, dans un contexte politique profondément reconfiguré. Si l'annonce marque un signal politique fort, elle ne signifie pas encore une reprise des activités. Le Chef de l'État



Les acteurs politiques pourraient reprendre les activités en 2026.

concertation « exclusive », menée « au nom des partis politiques mais en leur absence ». Il s'interroge ouvertement sur la crédibilité d'un tel exercice et sur la réelle volonté d'en faire une priorité politique, évoquant une annonce qui

Reste à savoir sous quelle forme et avec quel poids réel.

Une crédibilité conditionnée à l'inclusivité

Pour l'analyste politique Dr Jean-François Marie Camara, enseignant-chercheur à l'Université des Sciences juridiques et politiques de Bamako, l'initiative présidentielle va dans le bon sens. Les partis politiques, rappelle-t-il, « sont indispensables à la vie d'un État, surtout dans le cadre de la gouvernance démocratique ». Mais il pose une condition claire : sans implication des anciens partis dissous et de la société civile, les concertations risquent de manquer de crédibilité. Selon lui, le débat devra porter à la fois sur la forme - qui participe et comment - et sur le fond, c'est-à-dire la philosophie même de la future Charte. Une discussion limitée à des experts ou à des personnalités choisies pourrait difficilement produire un consensus national durable. À ce stade, ni les modalités précises ni les termes de référence des concertations annoncées pour 2026 n'ont été rendus publics, alimentant les incertitudes et les conjectures.

Vers une refondation profonde Sur le fond, plusieurs signaux laissent penser que la relance éventuelle des partis ne se fera qu'au prix de conditions drastiques. Les recommandations formulées par les forces vives de la Nation lors des consultations d'avril 2025

EN BREF

AES : BAMAKO AU CŒUR DES ÉCHANGES CONFÉDÉRAUX

Une délégation de la Commission nationale de la Confédération des États du Sahel (AES) du Burkina Faso a effectué les 12 et 13 janvier 2026 une visite de travail à Bamako, consacrée au renforcement de la coopération confédérale. Conduite par le Président de la Commission burkinabè, Bassolma Bazié, la délégation a été reçue par le ministre des Affaires étrangères, son homologue de la Réconciliation, ainsi que par le Premier ministre, Abdoulaye Maïga. Les échanges ont porté sur le partage d'expériences entre les Commissions nationales et la coordination des actions au sein de l'AES. Cette visite intervient après la deuxième session de la Conférence des chefs d'État de la Confédération, tenue à Bamako les 22 et 23 décembre 2025, à l'issue de laquelle la présidence tournante de l'AES a été confiée pour un an au Président burkinabè, le Capitaine Ibrahim Traoré. Les autorités maliennes ont réaffirmé leur engagement en faveur d'une mise en œuvre concertée des orientations confédérales. ■

Le débat devra porter à la fois sur la forme et sur le fond. Une discussion limitée à des experts ou à des personnalités choisies pourrait difficilement produire un consensus national durable.

évoque un avant-projet de charte et non un texte finalisé, laissant entendre un processus graduel, étalé dans le temps et dont l'issue dépendra largement du contenu des concertations à venir.

Des concertations sans partis ? La principale interrogation porte sur la nature des acteurs appelés à participer à ces concertations. Les partis politiques, en tant que structures juridiques, n'existent plus officiellement. Dès lors, comment organiser des discussions sur leur avenir en l'absence de leurs représentants légaux ? Pour plusieurs observateurs, une concertation véritablement inclusive supposerait non seulement la participation d'anciens acteurs politiques, mais aussi un climat politique apaisé permettant une expression libre et équilibrée. Selon Sékou Niamé Bathily, ancien cadre du RPM dissous, le risque est celui d'une

pourrait relever davantage de la gestion du temps que de l'urgence des réformes. Cette réserve est partagée, de manière plus lapidaire, par d'autres anciens responsables. Hamidou Doumbia, de l'ancien parti Yelema, qualifie l'annonce de « non événement » et refuse tout commentaire. D'autres anciens acteurs politiques contactés ont également choisi le silence, signe d'un scepticisme ambiant et d'une profonde méfiance vis-à-vis du processus annoncé. Du côté des autorités, la ligne officielle se veut plus inclusive. Dès le lendemain de la dissolution, le ministre délégué chargé des Réformes politiques, Mamani Nassiré, avait assuré lors d'un point de presse, le 14 mai 2025, que « toutes les personnalités qui peuvent contribuer à élaborer une bonne loi » seraient associées, « y compris les anciens acteurs politiques ».



OUSMANE ALMOUDOU

« Tout ce que la Transition entreprend aujourd'hui n'aura de sens que si cela est soutenu par une éducation de qualité »

Alors que les forces vives de la Nation plaident pour faire de 2026 l'Année de l'Éducation, Ousmane Almoudou, Porte-parole des Syndicats de l'éducation signataires du 15 octobre 2016, salue l'initiative, tout en rappelant les défis majeurs du secteur. Dans cet entretien, il livre son analyse et ses attentes vis-à-vis des autorités.

PROPOS RECUEILLIS PAR MOHAMED KENOUI

Les forces vives de la Nation ont demandé au Président de la Transition de décréter 2026 Année de l'Éducation. Qu'est-ce que cela vous inspire ?

Nous saluons la clairvoyance des forces vives de la Nation et les remerciements pour cette initiative. Nous estimons qu'après l'Année de la Culture, il serait opportun de mettre l'accent sur l'Éducation. Si cette proposition a été adressée au Président de la Transition, nous espérons qu'elle recevra une réponse positive. Ce serait une très bonne chose pour le système éducatif malien.

Le Président de la Transition a annoncé plusieurs initiatives pour 2026 dans le domaine de l'Éducation, notamment la construction de nouvelles écoles. Selon vous, est-ce une priorité aujourd'hui ?

C'est plus qu'une priorité. Nous saluons les annonces du Président. C'est une très bonne chose. Tout ce que la Transition entreprend aujourd'hui n'aura de sens que si cela est soutenu par une éducation de qualité. Qu'il s'agisse des investissements dans les équipements militaires ou des réalisations dans le domaine minier, tout cela ne pourra réellement bénéficier au Mali que si le pays dispose de ressources humaines qualifiées capables de soutenir ces politiques. Cela passe nécessairement par l'éducation. Cependant, lorsque des annonces sont faites concernant l'enseignement secondaire, il est important d'attirer également l'attention des autorités sur l'enseignement fondamental.

Au-delà des infrastructures, quels sont les défis urgents auxquels vous êtes confrontés ?

Le premier défi est celui de la formation et de la qualité des ressources humaines. Certes, il est important de construire des établissements, mais un bâtiment seul ne fait pas une école. Il faut des enseignants qualifiés, bien formés et placés dans de bonnes conditions de travail. Dans les annonces du Président, nous n'avons pas encore entendu de mesures spécifiques concernant le traitement du personnel enseignant. Nous espérons que cet aspect sera pris en compte, même s'il n'a pas été explicitement évoqué. L'autre défi majeur reste l'insécurité, qui touche une grande partie du territoire. Certains de nos collègues sont aujourd'hui privés de travail parce qu'ils ont dû fuir en raison d'attaques contre des écoles. Cela fait partie des défis auxquels l'ensemble du pays est confronté et sur lesquels le Président de la Transition doit porter une attention particulière. ■

ÉCONOMIE NATIONALE EN 2026 : UN PARI SOUS TENSION

L'économie malienne pourrait enregistrer une croissance de 5,5% en 2026, selon les prévisions du Fonds monétaire international, avec une inflation attendue à 2,5%. Cette dynamique est toutefois exposée à des défis majeurs, notamment la crise énergétique persistante et les difficultés d'approvisionnement en carburant.

FATOUmata MAGUIRAGA

L'année 2025 a été marquée par de fortes contraintes économiques. Les perturbations dans l'approvisionnement en carburant, liées en grande partie à la situation sécuritaire, ont affecté l'activité économique et le transport sur l'ensemble du territoire. À ces facteurs se sont ajoutées la baisse de la production d'or, les coupures récurrentes d'électricité ainsi que la réduction de l'aide humanitaire et de l'aide au développement, accentuant le ralentissement général de l'activité. Des perspectives plus favorables se dessinent néanmoins pour 2026. La relance de l'activité minière, consécutive à la fin des différends ayant opposé l'État au principal producteur d'or, ainsi que l'amélioration progressive du contexte sécuritaire, pourraient soutenir la croissance du produit intérieur brut, certaines projections l'estimant à près de 6%. Ces tensions sont également perçues comme des leviers pour engager des réflexions de fond, notamment sur l'évolution des modes de consommation énergétique.

Taux de croissance prévu : 5,5%

Inflation : 2,5%

Revenus générés par l'audit des sociétés minières : 761 milliards FCFA

Souveraineté énergétique La souveraineté énergétique est un enjeu structurel pour le Mali depuis plusieurs décennies, en raison d'une forte dépendance aux hydrocarbures importés, alors que le pays n'en est pas producteur. Pour le Dr Daman-Guilé Diawara, enseignant-chercheur, cette situation offre l'opportunité d'opter pour ce qu'il qualifie de « transition forcée ». L'accès à l'énergie constitue, selon lui, « le principal frein à l'industrialisation », et les perspectives pour 2026 reposent sur un changement de paradigme privilégiant un mix énergétique plus diversifié, au détriment d'un recours quasi exclusif au thermique,



Malgré un ralentissement général de l'activité économique en 2025, les perspectives s'annoncent favorables pour 2026.

jugé coûteux et vulnérable. Dans cette logique, la concrétisation de projets de grandes centrales solaires, notamment à Sanankoroba, Safo et Tia-kadougou - Dialakoro, apparaît comme une priorité pour réduire la dépendance aux importations d'hydrocarbures. L'interconnexion régionale est également envisagée, à travers le renforcement des lignes avec la Mauritanie et la renégociation des accords avec la Côte d'Ivoire, jugés déterminants pour la stabilisation du réseau. Toutefois, la situation financière de la société EDM SA et les contraintes liées au transport du carburant continuent de susciter des préoccupations. À défaut de mettre un terme aux délestages en 2026,

l'objectif serait d'atteindre une stabilisation de la fourniture d'électricité avec l'entrée en service des premières grandes capacités solaires.

L'ère du lithium Traditionnellement dépendant de l'or, le Mali dispose également d'une opportunité de diversification de son secteur minier. Selon le Dr Diawara, l'année 2026 pourrait marquer une étape importante avec l'entrée en production des deux mines de lithium de Goulamina et de Bougouni, situées dans le sud du pays. La production pourrait atteindre près de 590 000 tonnes, positionnant le Mali parmi les acteurs majeurs du lithium en Afrique.

Cette évolution s'inscrit dans le cadre du nouveau Code minier adopté en 2023, dont l'application permet à l'État de détenir jusqu'à 35% de participation dans les projets. Cette réforme est présentée comme un levier de renforcement des recettes publiques et de promotion du contenu local, notamment à travers l'emploi et la sous-traitance au profit des Maliens. L'enjeu central reste toutefois la transformation locale de ce minerai stratégique, afin d'éviter l'exportation de matières brutes et de créer davantage de valeur ajoutée. Dans le même esprit, la mise en place de la raffinerie d'or, dont la première pierre a été posée le 16 juin 2025, vise à permettre à l'État de disposer de données plus fiables sur la production aurifère et à renforcer le contrôle du secteur.

Sécurité et contraintes structurelles Pour l'économiste Djibril Diallo, sécurité et développement sont étroitement liés. Si les efforts engagés sont jugés importants, ils ne doivent pas occulter les défis persistants. Parmi les pistes évoquées pour restaurer durablement la sécurité figure la nécessité de « désarmer les cœurs », en lien avec la réconciliation et le renforcement de la cohésion sociale. Il souligne également l'importance d'adapter les réponses aux nouveaux défis et de tirer les enseignements des erreurs passées. L'examen des défaillances du système de transport, notamment l'abandon de certaines options structurantes comme

EN BREF

INDUSTRIALISATION DE L'AFRIQUE : DEUX FONDS REJOIGNENT LA SAPZ

Le Fonds de l'OPEP pour le développement international et le Groupe Trade and Development Bank (Groupe TDB) ont rejoint l'Alliance pour les zones spéciales de transformation agro-industrielle (SAPZ). Ces deux institutions renforcent ainsi le partenariat multipartite pour l'industrialisation de l'Afrique. Le Fonds de l'OPEP et le Groupe TDB ont annoncé leur adhésion à l'Alliance pour les zones spéciales de transformation agro-industrielle, selon la Banque africaine de développement (BAD). Lancée à Marrakech, au Maroc, lors de l'Africa Investment Forum 2023, l'Alliance vise à mutualiser les financements, l'expertise et la participation du secteur privé afin d'intensifier le développement de la chaîne de valeur agricole sur le continent. Le Fonds de l'OPEP et le Groupe TDB s'appuient sur les bases posées par les premiers membres, qui incluent la BAD, le Groupe de la Banque islamique de développement, Afrexim Bank, l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel, la BOA, la BIDC et Arise Integrated Industrial Platform. À ce jour, la BAD a engagé 934 millions de dollars pour aider à développer plus de deux douzaines de SAPZ dans 11 pays africains. Ces investissements ont déjà permis de mobiliser 938 millions de dollars supplémentaires de cofinancements de partenaires. ■

la voie ferroviaire, apparaît par ailleurs indispensable. La sécurisation des axes stratégiques demeure, dans ce contexte, un enjeu central, au-delà de la seule protection des convois de carburant. Les chocs climatiques constituent enfin un facteur de vulnérabilité supplémentaire, affectant l'agriculture, les ménages vulnérables et un pouvoir d'achat déjà fragile. ■

Eco Tadj Quand les déchets plastiques deviennent une énergie d'avenir

Face à la pollution grandissante au Mali, une initiative innovante émerge et suscite l'espoir. Eco Tadj, une jeune équipe malienne engagée pour l'environnement, apporte une réponse audacieuse et durable à un problème devenu critique : la gestion des déchets plastiques.

À travers un système ingénieux, le projet permet de transformer les plastiques usagés en énergie propre, réduisant ainsi l'accumulation des déchets en proposant une source d'énergie alternative adaptée aux réalités locales. C'est lors de l'édition 2025 de l'Orange Summer Challenge que le grand public découvre Eco Tadj. Le projet y remporte la première place du tournoi, séduisant le jury par son impact environnemental, sa faisabilité technique et sa vision à long terme. Cette reconnaissance marque un tournant décisif pour l'équipe, qui voit ses années d'efforts enfin récompensées. Eco Tadj n'est pas né du jour au lendemain. Le projet était en

gestion depuis plus de cinq ans, comme nous le confie le chef d'équipe, Alassane Garba Sall. Lui et ses coéquipiers ont commencé à réfléchir à cette solution alors qu'ils étaient encore étudiants en Algérie, animés par le désir de répondre concrètement aux défis environnementaux et énergétiques de leur pays. Leurs recherches, tests et ajustements successifs ont progressivement donné forme à une technologie adaptée au contexte malien. C'est durant la récente crise de carburant que l'idée a pris une dimension encore plus urgente. Confrontés aux difficultés d'accès à l'énergie, les membres d'Eco Tadj ont voulu apporter leur pierre à l'édifice en pro-



Eco Tadj transforme les déchets plastiques en énergie.

posant une alternative locale, durable et moins dépendante des importations. Transformer un fléau environnemental en ressource énergétique est alors apparu comme une évidence. Pour l'équipe, l'Orange Summer Challenge n'était qu'un début. Cette victoire représente la première étape d'un long voyage vers le succès, avec l'ambition de déployer leur solution à grande échelle.

Eco Tadj incarne une jeunesse malienne créative, résiliente et déterminée à bâtir un avenir plus propre et plus autonome. À terme, les porteurs du projet espèrent créer des emplois verts, sensibiliser les populations au tri des déchets et attirer des partenaires afin d'amplifier l'impact social, économique et environnemental de leur innovation nationale. ■

IBRAHIM BABY



Garantissez la **croissance** de votre entreprise avec la **connexion dédiée**.



20 28 00 00
www.afribone.com



FRONT SOCIAL : VERS L'EXÉCUTION DES ENGAGEMENTS ?

L'année 2026 s'annonce comme celle des attentes pour les acteurs du front social. Alors qu'elle doit enregistrer l'entrée en vigueur de l'augmentation graduelle des salaires, elle constitue également une étape importante pour l'application du Pacte de stabilité sociale signé en 2023 entre le gouvernement et les partenaires sociaux.

FATOUMATA MAGUIRAGA



Les signataires du Pacte de stabilité sociale reçus par le président de la transition le 28 août 2023.

Les syndicats et autres acteurs sociaux placent de fortes attentes dans 2026, espérant la concrétisation de plusieurs engagements en faveur de l'amélioration des conditions de vie et de travail. Ces attentes s'inscrivent dans le cadre du Pacte de stabilité sociale et de croissance signé le 25 août 2023 entre le gouvernement et les partenaires sociaux. Présenté comme un accord historique destiné à l'apaisement du climat social, ce pacte, structuré autour du dialogue social et de la liberté syndicale, comporte 7 chapitres et prévoit 60 domaines d'activité, ainsi que 125 actions programmées sur 5 ans, conformément aux recommandations de la Conférence sociale d'octobre 2022. L'année 2025 s'est inscrite

dans la continuité de 2024 dans le cadre de la mise en œuvre du Pacte de stabilité sociale. Selon Ousmane Almoudou Touré, membre de la Synergie des syndicats de l'enseignement, des ateliers

Leur mise en œuvre permettrait de soulager les militants et de renforcer la crédibilité des partenaires sociaux.

d'évaluation ont toutefois mis en évidence des engagements non exécutés par le gouvernement. Si la revalorisation de la valeur indiciaire a été engagée, « beaucoup de procès-verbaux attendent encore d'être exécutés », souligne-t-il. À l'inverse, les partenaires sociaux auraient respecté leurs engagements, privilégiant le

dialogue et la réduction des mouvements de grève, ce qui a contribué à un climat social relativement apaisé.

Application mitigée Concernant l'application du Pacte de stabilité sociale et de croissance, des insuffisances persistent, notamment sur les engagements financiers. Le leader syndical espère donc que 2026 marquera l'exécution de ces points, parmi lesquels figurent certaines primes, dont la prime spéciale très attendue par les syndicats. Selon lui, leur mise en œuvre permettrait de soulager les militants et de renforcer la crédibilité des partenaires sociaux. Par ailleurs, le premier bras de fer social de l'année semble s'orienter vers un dénouement. Il concernait les ensei-

gnants des régions de Kidal et de Ménaka dont les salaires avaient été suspendus en raison de la non-reprise des postes liée à l'insécurité. Selon les informations disponibles, cette décision aurait été levée, les enseignants concernés se disant prêts à regagner leurs postes dès la reprise des vols vers ces zones. ■

EN BREF

EMPLOI STABLE ET MANQUE DE TRAVAIL DÉCENT

L'Organisation internationale du Travail (OIT) a annoncé dans un rapport, ce 14 janvier, que l'emploi devrait rester stable en 2026. Cependant, cette stabilité du travail masquerait une pénurie d'emplois décents. Dans son rapport annuel sur l'emploi et les tendances sociales, l'OIT indique que le chômage mondial devrait se maintenir à 4,9% en 2026, soit environ 186 millions de personnes, alors que des millions de travailleurs « restent privés d'emplois de qualité ». Cependant, la résilience de la croissance et la stabilité des chiffres du chômage ne doivent pas nous détourner d'une réalité plus profonde : des centaines de millions de travailleurs demeurent piégés dans la pauvreté, l'informalité et l'exclusion, déclare le Directeur général de l'OIT. Au total, près de 300 millions de personnes continuent de vivre dans l'extrême pauvreté, gagnant moins de 3 dollars par jour. Dans le même temps, le travail informel gagne du terrain. Plus de 2,5 milliards de travailleurs devraient occuper des emplois informels d'ici 2026, avec un accès limité à la protection sociale, au droit au travail et à la sécurité de l'emploi. Les jeunes restent particulièrement touchés. Le chômage des 15-24 ans a atteint 12,4% en 2025, contre 12,6% en 2024. Environ 260 millions de jeunes sont sans emploi, sans études ni formation. Par ailleurs, l'OIT avertit des dangers de l'IA, qui pourraient affecter l'accès au travail pour les diplômés dans les pays à revenu élevé, à la recherche de leur premier emploi dans des professions hautement qualifiées. ■

Donnez votre avis sur **Journal du Mali**

UNILATÉRALISME AMÉRICAIN : L'ORDRE MONDIAL EN MUTATION EN 2026

Depuis les premiers jours de janvier 2026, les décisions de l'administration Trump redéfinissent la posture des États-Unis vis-à-vis des institutions internationales et de leurs partenaires. En Afrique comme ailleurs, cette orientation fait émerger des défis diplomatiques, économiques et sécuritaires appelés à structurer l'année en cours.

MASSIRÉ DIOP



Le président américain Donald Trump continue de bouleverser l'équilibre mondial.

La Maison-Blanche a confirmé le 7 janvier la signature par le Président américain d'un mémorandum lançant le retrait des États-Unis de 66 organisations internationales, dont 31 entités affiliées aux Nations unies. L'Exécutif met en avant la volonté de recentrer l'action sur des priorités nationales et de réduire certains financements internationaux. Les engagements concernés incluent notamment la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques, ainsi que plusieurs agences actives dans les domaines du climat, du travail, de la migration, de la santé et de la culture. Cette orientation s'inscrit dans la continuité de la doctrine « America First », déjà traduite par des retraits d'accords et d'institutions multilatérales majeures. Plusieurs analystes estiment que cette dynamique

fragilise les mécanismes multilatéraux hérités de l'après Seconde Guerre mondiale. Sur le plan diplomatique et sécuritaire, une opération américaine lancée le 3 janvier a conduit à la capture du Président vénézuélien Nicolás Maduro et de son épouse, présentée par Washington comme une action judiciaire liée à des accusations de narcotrafic. L'initiative a suscité de vives réactions en Amérique latine et ravivé des tensions avec plusieurs partenaires, notamment le Mexique, Cuba et le Canada, tandis que les déclarations américaines sur le Groenland ont relancé des frictions diplomatiques plus larges.

Menaces La pression américaine s'est également accentuée sur l'Iran. Le 12 janvier, Donald Trump a annoncé que des droits de douane de 25% seraient appli-

France Le procès en appel de Marine Le Pen ouvert

Le procès en appel de Marine Le Pen et de plusieurs cadres du Rassemblement national s'est ouvert à Paris le 13 janvier 2026 dans l'affaire des assistants parlementaires européens. Les audiences doivent se poursuivre jusqu'au 12 février devant la Cour d'appel de Paris. Le dossier porte sur l'utilisation de fonds du Parlement européen destinés à rémunérer des assistants parlementaires entre 2004 et 2016. Selon l'accusation, certains collaborateurs, officiellement affectés à Bruxelles ou Strasbourg, auraient en réalité travaillé pour le parti en France. Le préjudice financier est évalué à environ 4,1 millions d'euros. En première instance, en mars 2025, le Tribunal correctionnel de Paris avait

condamné Marine Le Pen à quatre ans de prison, dont deux sous bracelet électronique, à une amende de 100 000 euros et à cinq ans d'inéligibilité. Une sanction susceptible de compromettre sa candidature à la présidentielle de 2027. Au total, douze prévenus comparaissent en appel, parmi lesquels d'anciens euro-députés et assistants parlementaires. La Défense conteste l'existence d'un système frauduleux et invoque une interprétation politique du rôle des assistants. Le Parquet retient, pour sa part, la qualification de détournement de fonds publics européens. Le verdict pourrait avoir des conséquences judiciaires et politiques durables. ■

M.D

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

CHANGEMENTS CLIMATIQUES : LES PHÉNOMÈNES EXTRÊMES SE CONFIRMENT

L'Organisation météorologique mondiale (OMM) a récemment publié ses premières données consolidées sur l'état du climat mondial, confirmant la poursuite de tendances marquées par l'intensification des phénomènes extrêmes. Les températures moyennes mondiales restent proches de niveaux record, tandis que la chaleur accumulée dans les océans continue d'influencer fortement les régimes météorologiques. Selon l'OMM, cette situation se traduit par une instabilité accrue des précipitations, caractérisée par l'alternance de périodes de sécheresse et d'épisodes de pluies intenses. Ces évolutions ont des effets directs sur l'agriculture, la disponibilité en eau, les infrastructures et les écosystèmes, touchant de nombreuses régions du monde. Les données publiées font également état d'événements climatiques à fort impact observés tout au long de 2025, notamment des vagues de chaleur prolongées et des inondations soudaines, dont les conséquences se prolongent en ce début d'année. L'Organisation météorologique mondiale souligne que ces constats confirment une accélération du changement climatique et placent l'adaptation et la gestion des risques au cœur des priorités pour l'année 2026. ■

ÉCHOS DES RÉGIONS

NIORO : L'INSÉCURITÉ RAVIVE LES APPELS À LA PROTECTION

L'enlèvement le 13 janvier 2026 de Salif Soumboumou, Directeur du second cycle de Bema, a ravivé les inquiétudes sécuritaires à Nioro du Sahel. Survenu en pleine journée, l'acte a profondément marqué la communauté éducative et relancé le débat sur la protection des civils. Ce rapt s'inscrit dans une succession de faits graves enregistrés ces derniers mois. L'enlèvement du Khalife général de la Tijaniyya, Thierno Amadou Hady Tall, suivi de son assassinat, avait déjà renforcé le climat de peur. À cela s'ajoutent des attaques sporadiques et des enlèvements sur les axes routiers, affectant les déplacements et les activités économiques locales. Ainsi, plusieurs personnalités de la région sont montées au créneau, appelant à un renforcement de la sécurité. Elles demandent une présence soutenue des forces armées et de sécurité sur les routes, autour des écoles et dans les quartiers, afin de rassurer les populations et prévenir de nouveaux incidents. ■

SPORT : LES GRANDS RENDEZ-VOUS DU MALI EN 2026

Après une CAN 2025 conclue en quarts de finale, le sport malien aborde l'année 2026 avec un calendrier dense, marqué par des échéances majeures en football, basketball et athlétisme, tant sur les scènes africaine que mondiale.

MOHAMED KENOVI



Les Aigles dames sont engagées dans les qualifications pour la coupe du monde FIBA 2026.

En football, les Aigles participeront aux éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations 2027, une campagne déterminante pour redonner de l'élan à la sélection nationale. Si le calendrier de ces rencontres n'est pas encore officiellement connu, ces éliminatoires constitueront un nouveau départ pour l'équipe, avec comme objectif prioritaire la qualification pour la prochaine phase finale. Le Mali sera également présent à la CAN U17 2026. Les Aiglons, après avoir obtenu leur qualification à domicile lors du Tournoi UFOA A-U17 2025, prendront part à cette compétition continentale au Maroc, mais les dates n'ont pas encore été dévoilées. Le football féminin occupera également une place importante dans l'agenda sportif national. L'équipe nationale féminine disputera la phase finale de la CAN 2026, prévue au Maroc du 17 mars au 3 avril. Les Aigles Dames ont été repêchées à la suite de la décision de la CAF d'élargir la

compétition à 16 équipes. Une opportunité que la sélection malienne devra saisir pour se mettre en évidence sur la scène continentale, gagner en expérience et renforcer la visibilité du football féminin national.

Basketball : Un calendrier international chargé Sur les parquets, le basketball malien s'annonce particulièrement actif en 2026. Chez les hommes, les Aigles sont engagés dans les éliminatoires de la Coupe du monde FIBA 2027. Placé dans le groupe D avec l'Égypte, l'Angola et l'Ouganda, le Mali, exempté de la première fenêtre en 2025, devra négocier au premier tour deux fenêtres de qualification au cours de l'année 2026. La deuxième fenêtre est programmée du 26 février au 1er mars, tandis que la troisième se déroulera du 29 juin au 7 juillet. Deux autres fenêtres sont ensuite prévues en cas de qualification pour le 2ème tour. Ces différents tournois seront déterminants dans la course à la qualification mondiale et

offriront au Mali l'occasion de se mesurer à des adversaires aguerris du continent. Le basketball féminin sera également sous les projecteurs. Les Aigles Dames participeront aux tournois de qualification pour la Coupe du monde féminine FIBA 2026. Les Maliennes évolueront dans un groupe particulièrement relevé, aux côtés du Soudan du Sud, du Brésil, de la Belgique, de la République tchèque et de la Chine. Ce tournoi se tiendra du 11 au 17 mars 2026 à Wuhan, en Chine. Face à des nations de référence mondiale, le défi sera de taille pour décrocher la qualification pour la Coupe du monde, prévue du 4 au 13 septembre en Allemagne. Ces éliminatoires constitueront une expérience précieuse pour un collectif en pleine progression.

Athlétisme : Une présence régulière sur la scène internationale En athlétisme,

le Mali sera présent dans plusieurs compétitions majeures tout au long de l'année 2026. Les Championnats du monde d'athlétisme en salle, prévus du 20 au 22 mars à Kujawy Pomorze, en Pologne, ouvriront le calendrier international. Les athlètes maliens prendront ensuite part aux World Athletics Relays, organisés à Gaborone, au Botswana, les 2 et 3 mai, avant de se rendre à Accra, au Ghana, pour les Championnats d'Afrique seniors d'athlétisme du 12 au 17 mai. L'été sera marqué par les Championnats du monde juniors d'athlétisme, programmés du 4 au 9 août à Eugene, aux États-Unis, et offrant une plateforme importante pour les jeunes talents maliens. ■

CARTONS DE LA SEMAINE

Fraîchement arrivé à Manchester City, **Antoine Semenyo** réalise des débuts parfaits chez les Citizens. Après avoir marqué et délivré une passe décisive face à Exeter en FA Cup le 10 janvier dernier, l'attaquant ghanéen a de nouveau marqué en demi-finale de la Carabao Cup, contre Newcastle, le 13 janvier, totalisant ainsi 2 buts et une passe décisive en 2 matchs.

Brama Traoré n'est plus le sélectionneur des Étalons du Burkina Faso. Le technicien a été limogé le 14 janvier 2026 par la fédération burkinabé de football pour des résultats « largement en deçà des objectifs assignés » lors de la CAN 2025. Le Burkina Faso a été éliminé dès les huitièmes de finale, alors que le pays visait au minimum le dernier carré.



En athlétisme, le Mali sera représenté dans plusieurs compétitions en 2026.

ANNÉE DE LA CULTURE : UN BILAN CONTRASTÉ

Décrétée « Année de la Culture » par le Président de la Transition, l'année 2025 s'est achevée avec l'organisation de la Biennale artistique et culturelle à Tombouctou, du 18 au 28 décembre. Cette décision, largement saluée par les acteurs culturels, portait l'ambition d'aller au-delà d'une succession d'événements pour repositionner durablement la culture au cœur du projet de refondation nationale.

FATOUMATA MAGUIRAGA



Le ministre de la culture récompensant Abdou Ouologuem, l'auteur du vernissage "l'âge d'or du Mali" le 30 décembre 2025.

Le lancement officiel du programme « Mali Culture 2025 », le 27 février au Centre international de conférences de Bamako, avait donné le ton. Les autorités avaient alors mis en avant la transmission des valeurs du Mali Kura à la jeunesse, la revitalisation culturelle des territoires et le rôle de la culture dans la cohésion sociale. Une conférence nationale sur la revitalisation de la culture et du tourisme, organisée en début d'année, avait égale-

ment réuni professionnels et décideurs autour des défis structurels du secteur.

Refonder Pour de nombreux acteurs, la décision de consacrer 2025 à la culture représentait avant tout un signal politique. « Il s'agit désormais de mettre la culture au centre de tout », estime Binogo Ouologuem, membre de l'association Guina Dogon, pour laquelle la culture constitue un socle dans la quête de cohésion

sociale et de paix. Une culture enracinée dans les valeurs locales, mais ouverte sur le monde, est perçue comme un levier de développement à l'échelle des territoires. Dans les faits, plusieurs manifestations ont jalonné l'année, dont la Biennale, Ségu'Art ou encore des festivals de théâtre et de marionnettes maintenus malgré un contexte sécuritaire contraignant. Ces rendez-vous ont offert une visibilité au secteur, sans toutefois combler les attentes en matière de structuration durable. Pour les acteurs du livre, l'Année de la Culture a ravivé l'espoir d'une relance. Niaré Fatoumata Keita, écrivaine et editrice, plaide pour des mesures concrètes, allant du soutien à l'édition à la création de bibliothèques dans les régions et les communes. Des propositions similaires ont émergé dans le cinéma, où Salif Traoré souligne la nécessité d'une véritable école de cinéma et d'une relance des circuits de distribution et de diffusion. Au-delà des expressions artistiques, plusieurs observateurs notent que les enjeux de diplomatie culturelle, d'industrie culturelle et d'économie culturelle sont restés peu visibles. Le financement, les infrastructures et l'accès aux marchés constituent toujours des points de fragilité. Pour beaucoup, l'Année de la Culture aura permis de replacer le sujet dans le débat public. Reste désormais à transformer cette visibilité en politiques culturelles durables, capables de faire de la culture un pilier économique, social et symbolique du renouveau national. ■

INFO PEOPLE

IBA ONE EN CONCERT LIVE DIGITAL

Le 17 janvier 2026, le rappeur Iba One donne rendez-vous à son public pour un concert live diffusé en streaming, ce qui lui permettra de toucher simultanément ses fans au Mali et au sein de la diaspora. Figure majeure du rap ouest-africain, l'artiste est attendu sur un répertoire mêlant ses titres les plus populaires, Diarabi, Walahi ou Dounia, et des morceaux plus récents marqués par des thématiques sociales et identitaires. Connu pour son énergie scénique et son sens du contact, il devrait proposer une performance rythmée, pensée pour l'interaction en ligne. Ce rendez-vous s'inscrit dans une période d'intense visibilité pour l'artiste, régulièrement primé et suivi par une large communauté sur les plateformes digitales.



AFEL BOCOUM ATTENDU À LIVERPOOL

Le 20 janvier 2026, le chanteur et guitariste Afel Bocoum se produira au Liverpool Philharmonic Music Room, dans un concert très attendu par les amateurs de blues sahélien. Héritier musical d'Ali Farka Touré, Afel Bocoum est reconnu pour son style épuré mêlant traditions songhaï, guitare acoustique et récits ancrés dans le Sahel. Le public britannique peut s'attendre à entendre des titres emblématiques comme Alkibar, Asco ou Lindé, portés par une interprétation sobre et profonde. Cette date figure dans la continuité de sa présence régulière sur les scènes européennes, où son œuvre est saluée pour sa dimension intemporelle et son authenticité musicale.



Journal du Mali
l'Hebdo

Directeur de publication :
Mahamadou CAMARA
mcamara@journaldumali.com

Directrice déléguée :
Aurélien DUPIN
aurelie.dupin@journaldumali.com

Rédacteur en chef :
Massiré DIOP

Secrétaire de rédaction :
Ramata DIAOURÉ

Rédaction :
Mohamed KENOVI - Fatoumata MAGUIRAGA

Photographie : Bakary E. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité par IMPACT MÉDIA Presse.
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble Badenya, près M/ÉVA Palace - Bamako
Tél : +223 20 23 00 66
www.journaldumali.com
contact@journaldumali.com



Adoptez des **solutions biométriques avancées** pour plus de **sécurité.**



20 28 00 00
www.afribone.com

